

Ordres de dépôt de documents

renseignements sur les dépenses quand un ouvrage, un programme ou un bénéficiaire précis est mentionné dans la question. Évidemment, ceux-ci dans certains cas se rattachent à une municipalité ou à une circonscription électorale particulière.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

[Traduction]

LES CONTRATS DE TAXIS POUR LE GOUVERNEMENT**Question n° 574—M. Muir:**

1. Dans la région de la capitale nationale, combien de compagnies de taxis ont signé des contrats permettant au gouvernement d'utiliser un certain nombre de leurs taxis?

2. Quel est le nombre de taxis prévu dans le contrat passé avec chaque compagnie et à quel prix?

(Le document est déposé.)

LES COURS DE LANGUES**Question n° 857—M. Korchinski:**

1. Jusqu'à présent, combien de fonctionnaires ont suivi des cours de langue et combien d'entre eux ont suivi, a) des cours d'anglais et b) des cours de français?

2. Combien ont coûté ces cours?

3. Combien y avait-il de fonctionnaires de chaque ministère?

4. Combien d'entre eux ont rempli les conditions nécessaires pour toucher la prime spéciale accordée aux fonctionnaires bilingues?

5. Combien a-t-on déboursé pour payer la prime spéciale de 7 p. 100 depuis l'institution de cette prime?

(Le document est déposé.)

LE COÛT DES MISSIONS DE CONTRÔLE DE PAIX**Question n° 993—M. Forrestall:**

Quels ont été jusqu'ici la durée, l'effectif et le coût total de toutes les missions internationales de contrôle de paix assurées par le gouvernement canadien, ces renseignements étant ventilés par ministère intéressé?

(Le document est déposé.)

LES PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE**Question n° 1023—M. Hueglin:**

1. Le total des prestations versées en 1972 atteint-il le double des \$1,020,000,000 d'abord prévus et, dans l'affirmative, pour quelle raison?

2. Sur quoi s'est-on fondé pour établir ces prévisions de \$1,020,000,000?

(Le document est déposé.)

LA CRÉATION D'UN RÉSEAU ÉLECTRIQUE NATIONAL**Question n° 1810—M. Dinsdale:**

1. Quels résultats ont été obtenus en vue de l'établissement d'un réseau électrique national au Canada?

[M. Reid.]

2. Quelles provinces sont reliées entre elles de telle façon à pouvoir satisfaire aux besoins des périodes de pointe par voie d'alimentation réciproque en électricité?

3. Un comité chargé de l'organisation du réseau a-t-il été institué, et, dans l'affirmative, a) quels sont les membres du comité, b) à quelle date s'est-il réuni pour la dernière fois?

4. a) La construction de centrales importantes, telles que celles du fleuve Nelson au Manitoba et de la baie James au Québec, a-t-elle été envisagée en vue de l'économie d'électricité qui résulterait de liaisons avec le réseau national, b) quelles consultations ont eu lieu avec l'Hydro-Québec sur cette question, c) quels accords ont été conclus?

5. Dans le cas de la centrale de la baie James, quelle diminution du coût de l'électricité produite résultera de cette liaison?

(Le document est déposé.)

LA COMMISSION D'ASSURANCE-CHÔMAGE—LE CONTRÔLE DES PRESTATIONS**Question n° 1936—M. Rodriguez:**

1. Combien d'agents de contrôle des prestations la Commission d'assurance-chômage employait-elle au 15 avril 1973 et, a) combien étaient de sexe masculin, b) combien étaient de sexe féminin?

2. Combien d'agents de contrôle des prestations, a) ne parlent qu'anglais, b) ne parlent que français, c) parlent les deux langues?

3. Combien parlent l'anglais ou le français et une autre langue?

4. Combien d'agents de contrôle des prestations ont de l'expérience dans le domaine de l'application de la loi?

5. a) Quels sont les paliers d'emploi à la Commission d'assurance-chômage et b) quels sont les traitements afférents à ces différents paliers?

(Le document est déposé.)

LA BANQUE D'EXPANSION INDUSTRIELLE**Question n° 2018—M. Laprise:**

1. Au cours de chaque année financière, au 31 mars 1970-1971, 1971-1972 et 1972-1973, quel nombre de prêts et pour quels montants, la Banque d'expansion industrielle a-t-elle consentis dans chacune des provinces et territoires canadiens?

2. Au cours de chaque année financière, au 31 mars 1970-1971, 1971-1972 et 1972-1973, quels ont été pour chaque province le nombre et le montant de créances non-remboursées, et combien sont considérées comme perdues?

(Le document est déposé.)

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, le gouvernement juge acceptable l'avis de motion n° 205 portant production de documents.

[Français]

M. l'Orateur: Plaît-il à la Chambre que l'avis de motion n° 205 soit réputé adopté?

Des voix: D'accord.